

Éducation à Madagascar :  
un jeune enfant à l'école  
maternelle de Mahamasina.

Crédit : UNICEF Madagascar,  
2014, Ramasomanana



CHAPITRE 3

# DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS EFFICIENTS





D'après la théorie du changement du Plan stratégique GPE 2020<sup>1</sup>, l'amélioration de l'accès à l'éducation et l'apprentissage pour tous passe par des systèmes éducatifs renforcés. Depuis 2015, le GPE contribue à améliorer l'efficacité et l'efficacités des systèmes éducatifs dans les pays partenaires grâce à un soutien non financier (diverses incitations offertes par le modèle de financement du GPE) et aux apports financiers directs aux activités de renforcement des systèmes. Le cadre de résultats du Plan stratégique GPE 2020 consacrait sept indicateurs à l'évaluation de l'avancement du partenariat vers des systèmes éducatifs efficaces et efficaces dans les pays partenaires. Ce chapitre examine les progrès accomplis par le GPE en matière de renforcement des systèmes éducatifs, tels que mesurés par ces indicateurs. Il met en évidence les avancées dans le domaine du financement national et de la formation des enseignants, mais aussi la persistance des problèmes de données.

### 3.1. FINANCEMENT NATIONAL DE L'ÉDUCATION (Indicateurs 10 et 31)

Pour bâtir des systèmes éducatifs plus solides, le secteur de l'éducation doit recevoir un volume de financements suffisant. Les dépenses publiques représentant l'une des sources importantes de financement de ce secteur, l'accroissement de la part réservée à l'éducation dans le budget de l'État a été un élément majeur du Plan stratégique GPE 2020<sup>2</sup>. Pour encourager l'augmentation des budgets de l'éducation dans les pays partenaires, le GPE exige des pays sollicitant des financements de mise en œuvre de s'engager à maintenir la part de leurs dépenses consacrées à l'éducation à 20 % (ou plus) ou à augmenter leurs dépenses dans le secteur pour atteindre cet objectif. L'indicateur 10 suit la proportion de pays partenaires qui consacrent au moins 20 % de leur budget national au secteur de l'éducation ou qui augmentent leurs dépenses dans le secteur en vue d'atteindre cet objectif<sup>3</sup>.

En 2015, l'année de référence, 64 % des pays partenaires (32 sur 50) disposant de données, dont 59 % de pays touchés

par la fragilité et les conflits (13 sur 22), ont maintenu la part des dépenses d'éducation à 20 % ou plus de leur budget national, ou ont augmenté la part de leurs dépenses dans le secteur par rapport à 2014<sup>4</sup>. En 2020, la proportion de pays affichant des dépenses d'éducation de 20 % au moins ou une augmentation de ces dépenses s'est accrue pour atteindre 68 % au total (32 pays sur 47), mais a diminué à 57 % dans les PPFC (12 sur 21). En 2020, la valeur de l'indicateur 10 est de 22 points de pourcentage inférieure à la cible globale et de 29 points de pourcentage inférieure à la cible fixée pour les PPFC (figure 3.1).

Les cibles et les jalons de l'indicateur 10 avaient été calculés sur la base des données de référence rassemblées en 2016 sur les dépenses publiques d'éducation pour l'année 2015 et les années précédentes. Depuis lors, ces données ont été révisées en 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 à mesure que des documents budgétaires plus récents étaient disponibles. Parce que les premières valeurs de référence étaient supérieures de 14 points de pourcentage à celles qui ont suivi, les cibles fixées pour 2020 étaient beaucoup plus ambitieuses.

1. Selon le Plan stratégique 2016-2020 (Plan stratégique GPE 2020). Théorie du changement disponible à la page <https://www.globalpartnership.org/fr/content/la-theorie-du-changement-du-gpe-2020>.

2. Globalement, le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019* indique que sur cinq dollars consacrés à l'éducation, les gouvernements en versent quatre. Voir UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 – Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs* (Paris, UNESCO, 2019), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367435>.

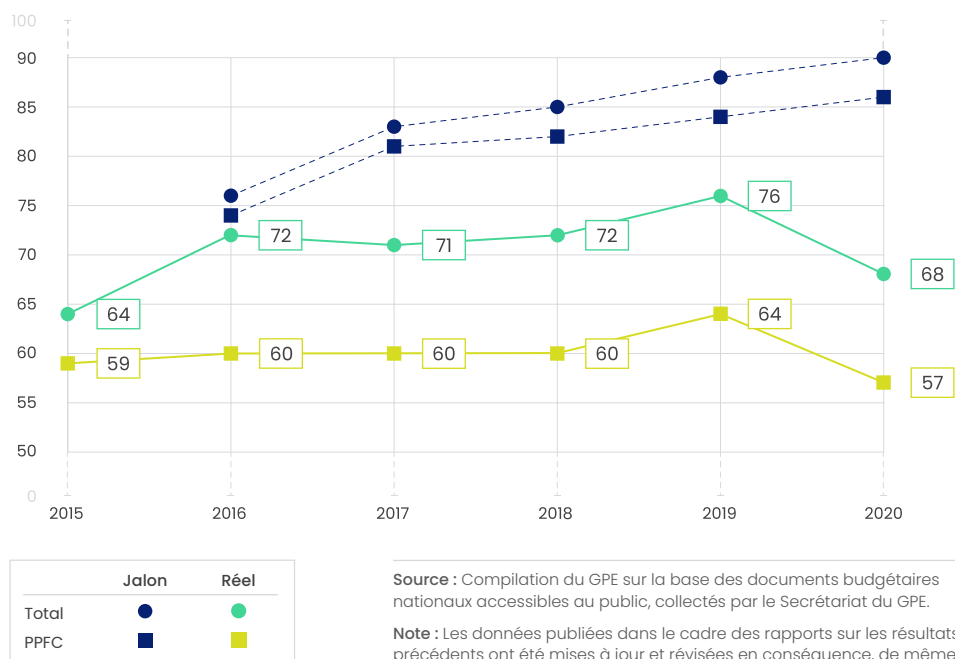
3. Pour plus d'informations, voir la méthodologie de l'indicateur 10 : <https://www.globalpartnership.org/content/methodology-sheet-gpe-result-indicator-10-0>.

4. La valeur de référence a été actualisée dans la figure 3.1 à l'aide de documents budgétaires plus récents. La nouvelle valeur est nettement inférieure à la valeur initiale, qui était de 78 % (77 % pour les PPFC).

**FIGURE 3.1.**

**LES PAYS ONT QUELQUE PEU AUGMENTÉ LEUR FINANCEMENT NATIONAL DEPUIS 2015.**

Proportion de pays ayant atteint l'objectif des 20 % ou accru la part des dépenses dans le secteur de l'éducation par rapport à la valeur de référence



C'est pourquoi la cible fixée pour 2020 n'a pas été atteinte malgré l'augmentation de la valeur de l'indicateur 10 observée depuis 2015.

La part des dépenses d'éducation dans l'ensemble des dépenses publiques (hors service de la dette) a augmenté, passant de 19,0 % en 2015 à 19,8 % en 2019 en moyenne dans 44 pays disposant de données. Mais elle a reculé à 17,5 % en 2020<sup>5</sup>. Le volume total des dépenses publiques d'éducation a augmenté de 5,8 milliards de dollars entre 2015 et 2019 dans les 61 pays partenaires<sup>6</sup>. Il a augmenté plus rapidement que la population d'âge scolaire, ce qui s'est traduit par une légère hausse des dépenses par enfant d'âge scolaire, de 119 dollars (84 dollars dans les PPFC) en 2015 à 122 dollars (106 dollars dans les PPFC) en 2019.

Pendant la période de mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020, les missions menées dans les pays ont donné l'occasion d'aborder les questions de financement national dans le cadre de concertations avec divers acteurs du secteur de l'éducation au niveau du pays<sup>7</sup>. L'indicateur 31 suit la proportion de missions du Secrétariat traitant du financement national dans les pays partenaires.

En 2015, année de référence, 47 % des missions (27 sur 57) et 62 % des missions dans les PPFC (21 sur 34) ont abordé les questions de financement national. En 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, 64 missions (contre 90 en 2019) ont été conduites dans les pays partenaires<sup>8</sup> ; 92 % d'entre elles (59 sur 64) ont abordé les questions de financement national. Au total, 33 missions ont eu lieu dans les PPFC et toutes traitaient des questions de financement national.

5. D'après une étude de la Banque mondiale, les dépenses d'éducation devaient reculer en 2020 en raison des difficultés économiques provoquées par la pandémie de COVID-19. Selon une étude réalisée par la Banque mondiale et l'UNICEF, les deux tiers des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont révisé à la baisse leurs budgets publics de l'éducation depuis le début de la pandémie. Voir Banque mondiale, *The impact of the covid-19 pandemic on education financing* (Washington : Banque mondiale, 2020) <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33739> ; UNESCO, *Education finance watch 2021* (Paris : UNESCO 2021), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375577>.

6. Le Secrétariat a calculé ces chiffres à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org>, et de la base de données des indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, Washington, <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators>. Les données 2020 ne sont pas encore disponibles.

7. L'indicateur suit principalement l'implication des responsables pays du Secrétariat dans les concertations autour du financement national lors de leurs missions dans les pays partenaires.

8. En 2019, 90 missions ont été menées dans les pays partenaires, dont 86 portaient sur les questions de financement national. Bien que le nombre de missions ait diminué en 2020 en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, le Secrétariat du GPE s'est employé à poursuivre son action de concertation sur le financement national au moyen des réunions virtuelles.

**FIGURE 3.2.**

**LA PROPORTION DES MISSIONS DU SÉCRÉTARIAT PORTANT SUR LES QUESTIONS DE FINANCEMENT NATIONAL DÉPASSE LES JALONS ET LES CIBLES DEPUIS 2016.**

Proportion de missions dans les pays portant sur les questions de financement national



Malgré le ralentissement des missions observé en 2020 du fait des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, la cible fixée pour l'indicateur 31 a été dépassée de 27 points de pourcentage (35 points de pourcentage pour les PPFC) (figure 3.2).

D'après les conclusions des évaluations au niveau des pays<sup>9</sup>, le prérequis du GPE concernant le financement national a contribué à améliorer le dialogue entre le ministère de l'Éducation et le ministère des Finances lors de la préparation du budget dans certains pays. Le GPE n'a toutefois que modérément ou très peu influencé le volume du financement national, les facteurs nationaux déterminant de manière beaucoup plus décisive le volume du financement de l'éducation. Les prérequis de financement national peuvent dès lors constituer un catalyseur efficace des discussions sur le financement national, particulièrement avec le ministère des Finances. La concertation pourrait également largement

contribuer à amener les pouvoirs publics à réfléchir à l'efficacité et l'équité des dépenses publiques d'éducation.

**3.2. EFFICIENCE DU SYSTÈME ÉDUCATIF (Indicateur 13)**

La stratégie 2020 du GPE plaide non seulement en faveur d'une augmentation du volume des dépenses d'éducation, mais visait également à favoriser une utilisation efficiente des ressources éducatives. L'indicateur 13, ou coefficient d'efficacité interne, estime la proportion des ressources d'éducation primaire utilisées pour couvrir les inefficiences dues aux redoublements et aux décrochages. Il mesure plus précisément la proportion de pays qui affichent un coefficient d'efficacité interne supérieur ou égal à 70 %, ce qui signifie que 30 % de leurs ressources ou moins sont perdues par suite des redoublements et des abandons scolaires.

9. Les évaluations au niveau des pays font partie intégrante de la stratégie de suivi et d'évaluation du GPE. Vous trouverez plus d'informations sur la page : <https://www.globalpartnership.org/fr/results/monitoring-evaluation>.

## ÉVOLUTION DE L'EFFICIENCE DANS LES PAYS PARTENAIRES DU GPE

Une autre façon de mesurer l'efficacité est envisagée afin de mieux en comprendre l'évolution dans les pays partenaires au cours de la période de mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020. En puisant dans les données sur les dépenses publiques d'éducation par enfant d'âge scolaire et les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire des 35 pays partenaires disposant de données entre 1990 et 2019, une technique innovante est appliquée pour estimer la note d'efficacité<sup>a</sup>. La note d'efficacité reflète la capacité des pays à atteindre le niveau maximal d'achèvement des études en fonction de ce qu'ils peuvent dépenser par enfant d'âge scolaire.

De 1990 à 2019, l'efficacité a augmenté en moyenne de 1 point de pourcentage par an, ce qui signifie que le même niveau de résultats d'éducation a été atteint avec approximativement 1 % de ressources en moins d'une année à l'autre. L'efficacité des pays partenaires du GPE a fortement augmenté sur la période 2015-2019, avec une hausse de la note d'efficacité de 1,29 point de pourcentage par an.

a. Un modèle stochastique innovant est appliqué à partir de la méthodologie introduite par G. Battese et T. Coelli, *A Model For Technical Inefficiency Effects in a Stochastic Frontier Production Function for Panel Data*, *Empirical Economics* 20 (1995), 325-32, 10.1007/BF01205442. Pour l'application du modèle stochastique afin d'estimer l'efficacité des systèmes éducatifs dans les pays en développement, voir E. W. Miningou, *Quality Education and the Efficiency of Public Expenditure : A Cross-Country Comparative Analysis* (Policy Research Working Paper Series 9077, Banque mondiale, Washington, 2019), <https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/9077.html>. La mesure de la qualité des apprentissages ne fait pas partie des variables prises en compte en raison de l'indisponibilité des données.

Source : Analyse du Secrétariat du GPE fondée sur les données de l'ISU et de la Banque mondiale.

En 2015, 19 pays disposaient d'un certain nombre de données sur la période 2010-2014 et cinq d'entre eux (dont 2 des 12 PFFC) présentaient un coefficient d'efficacité interne supérieur à 70 %. L'indicateur 13 suit l'évolution de ces mêmes pays sur la période 2015-2020. Trois seulement d'entre eux (Bénin, Cameroun, et Sao Tomé-et-Principe) ont enregistré de nouvelles données pour cette période et un seul (Sao Tomé-et-Principe) dépasse le seuil des 70 %. L'on ne dispose pas de données actualisées suffisantes pour pouvoir rendre compte de la situation par rapport à la cible fixée pour cet indicateur.

Il existe des données pour le coefficient d'efficacité interne de 2010 à 2019 pour 26 pays partenaires (7 qui ne figuraient pas dans l'échantillon de référence de l'indicateur 13 et les 19 pays de l'année de référence). Le coefficient d'efficacité interne au primaire s'échelonne de 25 % au Soudan du Sud à 82 % à Sao Tomé-et-Principe, avec une moyenne de 59 % (56 % pour les 17 PFFC disposant de données). Cela signifie que 41 % des dépenses d'éducation ont servi à couvrir les coûts liés aux redoublements et aux décrochages dans ces 19 pays. Globalement, 31 % des pays partenaires disposant de données à tout moment entre 2010 et 2019 (8 sur 26) et

29 % des PFFC (5 sur 17) présentent un coefficient d'efficacité interne supérieur ou égal à la valeur de référence de 70 %<sup>10</sup>. Une analyse à plus long terme de l'efficacité des dépenses d'éducation à partir des données de la Banque mondiale et de l'ISU fait apparaître une certaine amélioration depuis 1990 (encadré 3.1).

### 3.3. FORMATION ET DÉPLOIEMENT DES ENSEIGNANTS (Indicateurs 11 et 12)

L'amélioration de l'apprentissage dépend principalement des enseignants<sup>11</sup>. L'on estime qu'il faut près de 69 millions d'enseignants supplémentaires (24,4 millions dans le cycle primaire et 44,4 millions dans l'enseignement secondaire) dans le monde pour atteindre les objectifs de développement durable 2030 en matière d'éducation<sup>12</sup>. Le défi apparaît encore plus énorme lorsque l'on considère la disponibilité des enseignants formés et l'équité de leur répartition, deux domaines dans lesquels le GPE recueille des données.

Avoir des enseignants formés dans les salles de classe est l'un des piliers d'un système éducatif solide. Le GPE reconnaît

10. Ce chiffre de 31 % n'est pas comparable aux valeurs de référence de l'indicateur 13 en raison des différences dans les échantillons de pays.

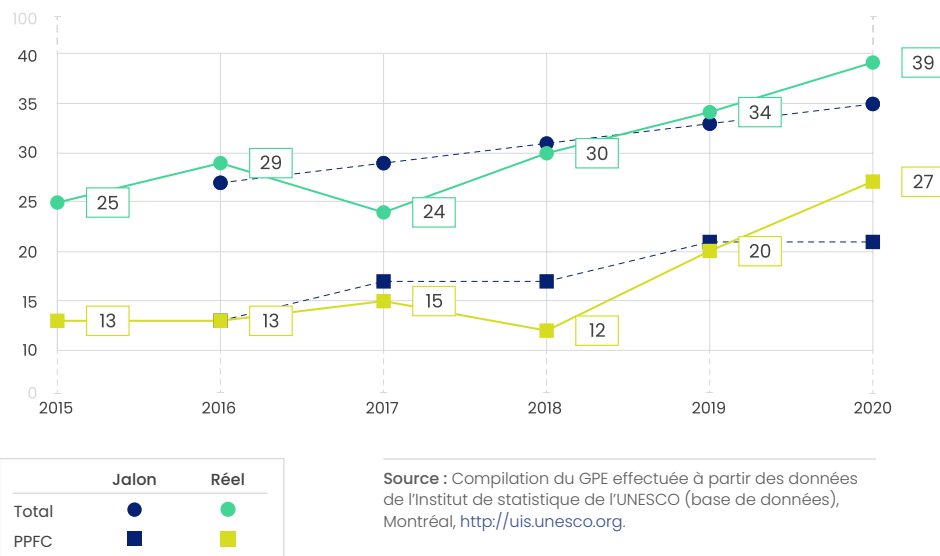
11. B. Snilstveit et al., *Interventions for Improving Learning Outcomes and Access to Education in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review* (3<sup>ie</sup> Systematic Review 24, International Initiative for Impact Evaluation, Washington, 2015); T. Bêteille et D. K. Evans, *Successful Teachers, Successful Students: Recruiting and Supporting Society's Most Crucial Profession* (Washington : Banque mondiale, 2019).

12. ISU, *Le monde a besoin de près de 69 millions de nouveaux enseignants pour atteindre les objectifs de l'agenda éducation 2030* (Montréal : UNESCO Institut de statistique, 2016), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000246124>.

**FIGURE 3.3.**

**LES RATIOS ÉLÈVES-ENSEIGNANT FORMÉ SE SONT QUELQUE PEU AMÉLIORÉS ENTRE 2015 ET 2020.**

Proportion de pays ayant un nombre d'élèves par enseignant formé inférieur à 40



l'importance de disposer d'un nombre suffisant d'enseignants formés dans les écoles et suit dès lors la proportion des pays dont le nombre d'élèves par enseignant formé est inférieur au seuil de 40 dans l'enseignement primaire (indicateur 12). Pendant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020, le ratio élèves-enseignant formé<sup>13</sup> s'est amélioré dans un grand nombre de pays partenaires pour passer sous le seuil recommandé de moins de 40 élèves par enseignant formé. La proportion des pays en deçà du seuil était de 25 % (14 sur 55) en 2015 et de 39 % (16 sur 41) en 2020 (figure 3.3)<sup>14</sup>. Cet indicateur a globalement dépassé la cible des 35 % fixée pour 2020.

Dans les pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits, la proportion des pays dont le ratio élèves-enseignant formé est inférieur au seuil est passée de 13 % (3 sur 24) en 2015 à 27 % (4 sur 15) en 2020. Malgré un fléchissement en 2018, ces pays ont également dépassé la cible fixée pour 2020 (21 %). On observe toutefois que dans les 14 PPFC disposant de données

pour 2015 et 2020, le ratio élèves-enseignant formé moyen s'est légèrement amélioré sur la période.

Malgré une amélioration générale de la proportion de pays affichant un ratio élèves-enseignant formé inférieur au seuil sur la période 2015-2020, il convient de noter que le nombre de pays disposant de données est passé de 55 en 2015 à 41 en 2020, ce qui souligne la nécessité de renforcer les systèmes de données qui recueillent et suivent systématiquement ces données, en particulier dans les PPFC. Trente-huit pays seulement disposent de données à la fois pour 2015 et 2020. Le ratio élèves-enseignant formé moyen de ces derniers s'est légèrement amélioré, avec 54 élèves par enseignant formé en 2020 contre 56 en 2015. Cinq pays situés au-dessus du seuil en 2015 sont passés en dessous en 2020<sup>15</sup>. Un examen plus approfondi des pays révèle que, bien que beaucoup d'entre eux n'aient pas réussi à passer sous le seuil de 40 élèves par enseignant formé, certains, comme le Bénin ou la Sierra Leone, ont tout de même considérablement progressé<sup>16</sup>.

13. L'indicateur 12 utilise le ratio élèves-enseignant formé dans le primaire fourni par l'ISU. Le ratio élèves-enseignant formé correspond au nombre d'élèves moyen par enseignant ayant reçu la formation formelle minimale (avant l'emploi ou en cours d'emploi) exigée pour enseigner dans un niveau d'études donné conformément à la législation ou à la politique nationale en vigueur.

14. Sur les 25 pays dans lesquels le ratio élèves-enseignant formé est supérieur au niveau de référence en 2020, ce ratio est compris entre 41 et 60 dans 17 pays et est supérieur à 60 dans huit. La moitié des pays ayant un ratio élèves-enseignant formé supérieur à 60 se trouvent dans la catégorie des PPFC. Les PPFC comptent, en moyenne, 60 élèves par enseignant formé, contre 48 pour les non-PPFC. Au total, 38 pays partenaires disposaient de données en 2015 et en 2020. La proportion des pays ayant un ratio élèves-enseignant formé inférieur au seuil est passée de 24 % (9 pays sur 38) en 2015 à 37 % (14 pays sur 38) en 2020.

15. Gambie, Lesotho, Libéria, Mauritanie et République kirghize. Précisons qu'aucun des 38 pays disposant de données pour 2015 et 2020 n'est passé d'un niveau inférieur au seuil en 2015 à un niveau supérieur au seuil en 2020.

16. Par exemple, le Bangladesh (de 70 à 60), le Bénin (de 94 à 56), le Burkina Faso (de 54 à 45), le Burundi (de 50 à 43), le Cambodge (de 47 à 42), la Côte d'Ivoire (de 50 à 42), l'Érythrée (de 57 à 46), le Ghana (de 59 à 45), le Mozambique (de 63 à 57), le Niger (de 79 à 65), la Sierra Leone (de 61 à 45) et la Zambie (de 53 à 43).

## SOUTIEN DU GPE À LA FORMATION ET AU DÉPLOIEMENT DES ENSEIGNANTS : KENYA ET GAMBIE

Le GPE a alloué deux financements d'un montant global de 97,88 millions de dollars au Kenya pour soutenir son Programme de développement de l'enseignement primaire (PRIEDE) de 2015 à 2020. Ce programme a consacré 38,8 millions de dollars à la gestion des établissements scolaires, mettant en œuvre bon nombre d'activités pour résoudre les problèmes liés aux enseignants et à l'enseignement. Les activités de gestion des établissements scolaires menées au titre du financement pour la mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation visaient en partie à aider les enseignants à améliorer leur pratique et à guider la formation en cours d'emploi. Les ressources du GPE ont également favorisé l'utilisation d'un outil d'évaluation et de perfectionnement des enseignants destiné à mesurer les connaissances et la pratique de ces derniers par rapport à des normes professionnelles.

Il peut s'avérer difficile d'offrir des incitations et d'affecter les enseignants de manière équitable dans les régions rurales ou défavorisées, où les enseignants sont soumis à des conditions de travail plus dures, accèdent plus difficilement aux services publics et ont moins de possibilités d'avancement. L'appui apporté par le GPE contribue à remédier à ces difficultés en Gambie. En 2018, le GPE a approuvé un financement de 5,3 millions de dollars qui a soutenu les activités de recrutement et d'affectation des enseignants. Ce financement a principalement permis de verser une prime de sujétion aux enseignantes et d'offrir des incitations spéciales aux enseignantes.

Source : Secrétariat du GPE.

Pour que le système éducatif offre des possibilités d'apprentissage équitables à tous les élèves, les enseignants doivent être affectés en fonction des besoins. La répartition équitable des enseignants est mesurée par la relation statistique ( $R^2$ ) existant entre le nombre d'enseignants et le nombre d'élèves inscrits dans une école. L'indicateur 11 détermine le pourcentage de pays partenaires qui atteignent le seuil recommandé de 0,8, autrement dit dans lesquels 80 % au moins de la répartition des enseignants repose sur le nombre d'élèves inscrits<sup>17</sup>.

La disponibilité des données nécessaires à l'indicateur 11 pose problème, car les données  $R$  proviennent des analyses sectorielles de l'éducation, qui ne sont pas souvent réalisées dans les pays partenaires. Au cours de la période de référence (2010–2014), des données étaient disponibles pour 21 pays partenaires. En décembre 2020, 10 d'entre eux (dont six PFC) ont communiqué de nouvelles données pour cet indicateur (2015–2020), et sur les 10 pays, un seul a enregistré une valeur  $R^2$  supérieure au seuil de 0,8. La valeur  $R^2$  moyenne des 10 pays disposant de données sur la période 2015–2020 a diminué, passant de 0,57 en 2015 à 0,49 en 2020<sup>18</sup>. De façon frappante, dans huit d'entre eux la valeur  $R^2$  a baissé entre 2015 et 2020. D'après les données les plus récentes disponibles entre 2010 et 2020 pour les 21 pays de l'échantillon de référence, 19 % de ces pays (4 sur 21) ont affiché une valeur  $R$  égale au seuil

de 0,8<sup>19</sup>. Parmi les 12 PFC de l'échantillon, deux seulement atteignent ce seuil. Compte tenu de l'insuffisance des données disponibles, il est impossible de comparer la valeur de l'indicateur 11 avec la cible définie pour 2020.

Conscient de la contribution essentielle des enseignants formés à un apprentissage de qualité pour tous, le GPE continue de privilégier l'accroissement de la disponibilité et la répartition équitable des enseignants dans les pays partenaires, en particulier dans les PFC (voir des exemples dans l'encadré 3.2). La qualité des enseignants et de l'enseignement est l'une des priorités du Plan stratégique GPE 2025. Grâce aux financements alloués aux pays partenaires, le GPE apportera un appui aux diagnostics et à la collecte des données sur la qualité des enseignants et de l'enseignement, la consolidation et le partage des données sur l'enseignement de qualité. Le GPE soutiendra en outre le renforcement des capacités des organisations d'enseignants pour les doter des moyens de participer efficacement au dialogue sur les politiques éducatives et aux investissements ciblés dans des politiques et programmes fondés sur des données probantes. Trois financements mondiaux sur le perfectionnement des enseignants et le renforcement des capacités, octroyés au titre du mécanisme d'échange de connaissances et d'innovations (KIX), soutiennent aussi la recherche dans ce domaine, tandis que dans le cadre de l'Éducation à voix haute,

17. Une valeur  $R^2$  égale à 1 dans un pays signifierait que le nombre d'enseignants est parfaitement proportionnel au nombre d'élèves inscrits dans l'ensemble des écoles. Le GPE a fixé le seuil recommandé pour la valeur  $R^2$  des pays partenaires à 0,8, ce qui signifie qu'au moins 80 % de la répartition des enseignants devrait être fonction du nombre d'élèves.

18. En 2020, les valeurs  $R^2$  diffèrent selon les pays, allant de 0,24 (le chiffre le plus bas) au Cameroun (en recul par rapport à la valeur de référence), à 0,93 (le chiffre le plus élevé), à Sao Tomé-et-Principe (en hausse par rapport à la valeur de référence).

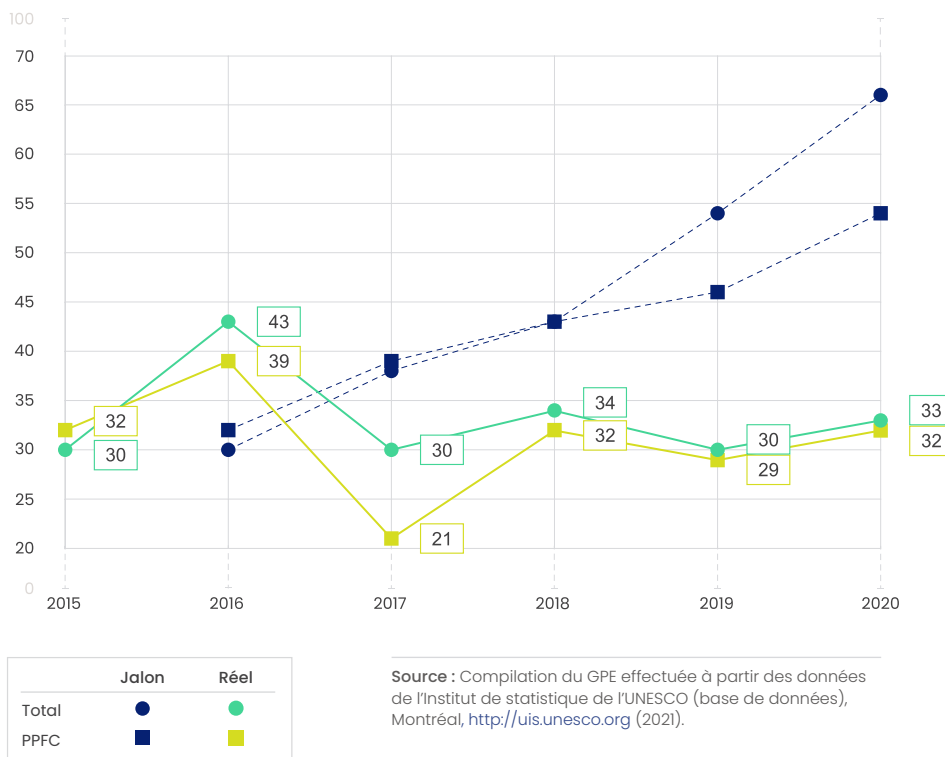
19. Ce chiffre comprend les données de référence des onze pays qui n'ont pas communiqué de nouvelles données.



**FIGURE 3.4.**

**LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES EST UNE GAGEURE CONSTANTE DEPUIS 2017.**

Proportion de pays communiquant à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 indicateurs clés de l'éducation



le GPE aide les réseaux issus des groupes constitutifs, comme les organisations d'enseignants, à participer au dialogue sur les politiques sectorielles et à l'élaboration de ces politiques.

**3.4. DES DONNÉES POUR LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS**  
(Indicateurs 14 et 17)

Le renforcement des systèmes éducatifs grâce à l'utilisation de données précises, récentes et exhaustives pour concevoir et mettre en œuvre des politiques d'éducation efficaces était au cœur du Plan stratégique GPE 2020. D'une manière générale, les indicateurs 14 et 17 montrent que les financements accordés par le GPE ont soutenu les stratégies de données. Pourtant, de nombreux pays ne communiquent toujours pas toutes les données à l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), alors qu'elles sont disponibles dans plusieurs d'entre eux.

L'indicateur 14 examine la proportion de pays partenaires qui communiquent à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 indicateurs clés relatifs aux résultats, à la prestation de services et au financement dans le secteur de l'éducation<sup>20</sup>. En 2020, 33 % des pays partenaires (20 sur 61) ont communiqué à l'ISU des données sur 10 des 12 indicateurs clés, soit une hausse de 3 points de pourcentage par rapport à 2015, année de référence (figure 3.4). De nombreux pays ont enregistré quelques améliorations entre 2015 et 2020. Au total, huit pays qui n'avaient pas communiqué de données clés à l'ISU en 2015 l'ont fait en 2020<sup>21</sup>. En revanche, six pays ayant transmis des données à l'ISU en 2015 ne l'ont pas fait en 2020<sup>22</sup>. Deux pays de plus qu'en 2015 ont donc communiqué des données clés à l'ISU en 2020.

Le nombre de pays partenaires qui ont communiqué des données clés à l'ISU a augmenté entre 2015 et 2020, mais

20. Pour de plus amples informations, voir la fiche méthodologique pour l'indicateur 14 : <https://www.globalpartnership.org/content/methodology-sheet-gpe-result-indicator-14>. Il convient de noter que le GPE utilise les données de l'ISU de 2016-2017 afin de générer les valeurs de 2019 pour le cadre de résultats en raison du décalage standard de deux ans en matière de publication des données dans la base de données en ligne de l'ISU.

21. Albanie, Cambodge, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ghana, Libéria, Mongolie et Ouzbékistan.

22. Bénin, Gambie, Guyana, Mauritanie, Mozambique et Togo.

les résultats obtenus pour l'indicateur 14 sont inférieurs de 33 points de pourcentage à la cible pour 2020 et l'amélioration par rapport aux valeurs de référence est irrégulière. En 2015, les pays communiquaient à l'ISU des données sur 7 des 12 indicateurs en moyenne. Le nombre moyen d'indicateurs communiqués reste de sept en 2020.

En examinant les données de plus près, on constate que le nombre d'indicateurs communiqués à l'ISU a augmenté dans 40 % des pays partenaires (39 sur 61) entre 2015 et 2020. Plus particulièrement, la communication des données des indicateurs clés à l'ISU a quelque peu progressé dans 46 % des pays (6 sur 13) qui affectent une part plus importante des ressources que leur alloue le GPE au système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) (plus de 5 % au moins du montant total du financement). Le nombre moyen d'indicateurs clés pour lesquels des données sont communiquées à l'ISU est passé de sept à neuf dans les pays ayant consacré plus de 5 % des financements de mise en œuvre reçus aux systèmes de données. Mais il est resté en moyenne à sept dans les autres pays (ceux qui consacrent moins de 5 % aux données et ceux qui n'ont pas bénéficié des financements de mise en œuvre du GPE).

Pendant la période de mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020, les pays partenaires ont continuellement éprouvé des difficultés à communiquer les données sur les indicateurs de financement de l'éducation et de la prestation de services concernant les enseignants, surtout par niveau d'éducation. La capacité du système d'éducation à recueillir et diffuser des données clés sur l'éducation semble liée à la faiblesse des systèmes de statistique dans les pays<sup>23</sup>. Il faudrait renforcer les capacités statistiques générales des pays partenaires pour remédier au manque de données dans l'éducation. D'après l'indice de capacité statistique de la Banque mondiale, les pays partenaires doivent être soutenus pour s'arrimer aux normes et méthodes recommandées à l'échelle internationale et bâtir des systèmes administratifs plus solides leur permettant de collecter les données selon la fréquence préconisée au niveau international.

Pendant la période de mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020, le GPE s'est résolument employé à utiliser son modèle de financement pour aider à pallier le manque de données dans les pays partenaires. L'indicateur 17 suit la proportion de pays dans lesquels les financements de mise en œuvre et les stratégies en matière de données approuvés répondent à des

normes de qualité leur permettant de résoudre les problèmes de données. Parler de problèmes de données signifie que le pays concerné ne communique pas les données clés à l'ISU ni ne collecte et diffuse au niveau national des données sur l'éducation et les financements<sup>24</sup>. En 2015, année de référence, un pays partenaire (sur les six qui avaient sollicité des financements de mise en œuvre) n'avait pas communiqué de données clés à l'ISU. Il a néanmoins réussi à élaborer un plan solide en matière de données et a donc atteint les 100 % pour l'indicateur 17 à l'année de référence. En 2020, le GPE a approuvé 16 financements pour la mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation, pour lesquels s'appliquaient des prérequis en matière de données<sup>25</sup>. Dix pays n'ont pas communiqué toutes les données clés à l'ISU. Cinq de ces pays disposaient de données. Les cinq autres affichaient des lacunes en matière de données selon les prérequis du modèle de financement et ils ont tous élaboré des stratégies pour résoudre ces problèmes de données<sup>26</sup>. L'indicateur 17 atteint 100 % tous les ans depuis 2015. Cela reflète l'engagement constant du GPE à combler les lacunes de données dans les pays partenaires, même si les efforts du partenariat ne se sont pas traduits par des améliorations concrètes dans la communication des données à l'ISU. Cela ne signifie toutefois pas qu'il n'existe pas de données dans les pays. L'indicateur 17 montre incontestablement que même si certains pays ne communiquent pas les indicateurs clés à l'ISU, les données sont disponibles dans le pays.

Outre qu'il utilise son modèle opérationnel pour encourager la production et l'utilisation des données, le GPE s'allie à d'autres organisations au niveau international pour renforcer les systèmes de données. En 2017, le GPE et l'UNESCO ont conjointement organisé une conférence internationale sur les systèmes d'information pour la gestion de l'éducation, qui a rassemblé un large éventail d'acteurs de l'éducation, dont plus de 20 pays partenaires, des organisations à but non lucratif, des entreprises privées et des organisations internationales. Profitant de la dynamique impulsée par la conférence, le GPE a lancé la Table ronde sur les solutions aux problèmes de données dans l'éducation dans le but de tirer parti de l'expertise des partenaires privés locaux et des partenaires de développement pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données précises et récentes sur l'éducation à l'échelle nationale et mondiale. Le GPE travaille également en étroite collaboration avec ses partenaires régionaux sur les problèmes de données. En 2019 par exemple, en partenariat avec l'Association pour le développement de l'éducation

23. Il existe une forte corrélation entre le nombre d'indicateurs pour lesquels des informations sont communiquées à l'ISU et l'indice de la capacité statistique de la Banque mondiale (voir l'encadré 2.2 du Rapport sur les résultats 2020 du GPE). Il y a cependant lieu de noter que les concertations avec les unités des SIGE de certains pays ont mis en lumière une possible asymétrie entre la stratégie générale en matière de statistique et les capacités au sein des ministères de l'Éducation.

24. Pour de plus amples informations, voir la fiche méthodologique de l'indicateur 17 : <https://www.globalpartnership.org/content/methodology-sheet-gpe-result-indicator-17>.

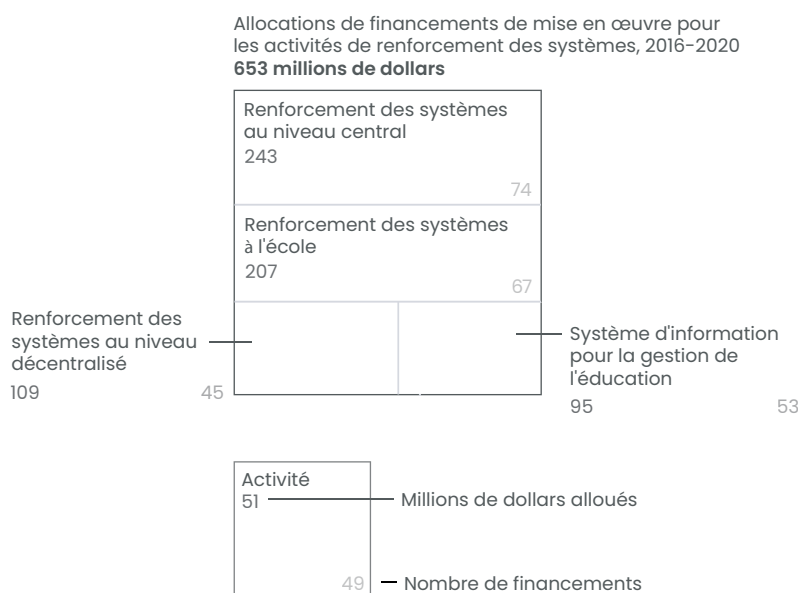
25. Les prérequis du modèle de financement du GPE ne s'appliquent pas aux financements accélérés.

26. Maldives, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, Somalie-gouvernement fédéral et Soudan.



## AXE DE FINANCEMENT : SYSTÈMES

### SOUTIEN FINANCIER DU GPE POUR LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES, 2016-2020



en Afrique (ADEA) et la Banque mondiale, il a organisé une évaluation du SIGE du Burkina Faso sous la forme d'un examen par les pairs. Celui-ci a été conduit par des représentants de la Gambie, de Haïti, du Maroc et du Mali, qui ont examiné de manière systématique les résultats du SIGE du Burkina Faso pour chacune des normes figurant dans les normes et standards définis par l'ADEA pour les SIGE<sup>27</sup>.

menées au niveau central, telles que l'assistance technique fournie au ministère de l'Éducation, ainsi que des activités conduites au niveau des écoles, comme les subventions aux écoles ou des programmes de gestion des écoles. Les financements ont aussi soutenu des activités menées au niveau décentralisé, telles que l'assistance technique fournie aux systèmes éducatifs dans les régions ou les provinces, ainsi que des activités ciblant les systèmes de données.

### 3.5. SOUTIEN FINANCIER DU GPE AU RENFORCEMENT DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

#### AXE DE FINANCEMENT : QUALITÉ DES APPRENTISSAGES

Au total, 79 financements de mise en œuvre du plan sectoriel de l'éducation ont été approuvés au titre du Plan stratégique GPE 2020 (de janvier 2016 à décembre 2020). Soixante-dix-sept ont alloué des ressources financières à des activités destinées à renforcer le système éducatif, ce qui correspond à des engagements d'un montant total de 653,2 millions de dollars, soit 30 % de l'enveloppe totale des financements alloués. Une part importante de ces financements a soutenu des activités

#### NÉCESSITÉ D'ACCROÎTRE LE FINANCEMENT NATIONAL ET DE RENFORCER LES SYSTÈMES DE DONNÉES

Ce chapitre présente sept indicateurs, mais les données disponibles ne permettent de rendre compte des valeurs de ces indicateurs par rapport aux cibles fixées que pour cinq d'entre eux uniquement. Les cibles fixées pour 2020 par le GPE ont été globalement atteintes pour trois indicateurs (12, 17 et 31), mais ne l'ont pas été pour deux (indicateurs 10 et 14). D'une manière générale, les pays partenaires ont quelque peu progressé sur le plan de la disponibilité des enseignants et du financement national, bien qu'ils restent à la traîne en ce qui

27. ADEA, *Education Management Information Systems: Norms and Standards Assessment Framework for the SADC Region* (Harare, Zimbabwe : Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2011), [https://www.adeanet.org/sites/default/files/sadc\\_ns\\_assessment\\_framework\\_english\\_combined.pdf](https://www.adeanet.org/sites/default/files/sadc_ns_assessment_framework_english_combined.pdf).



concerne la communication des données à l'ISU. Le manque de données pour les indicateurs 11 et 13 confirme les difficultés qu'éprouvent les pays partenaires en la matière.

Si certains pays partenaires demeurent à la traîne pour les éléments essentiels à un système éducatif solide, d'autres affichent de bons résultats. Par exemple, outre le fait de rencontrer des difficultés liées à la pénurie d'enseignants formés, la Guinée et la République du Congo ont systématiquement consacré moins de 20 % des ressources publiques à l'éducation et n'ont communiqué des données à l'ISU que sur quelques indicateurs clés pendant la période couverte par le Plan stratégique GPE 2020. En revanche, des pays comme la Moldova et l'Ouzbékistan ont alloué régulièrement au moins 20 % de leurs ressources à l'éducation et maintenu un ratio élèves - enseignant formé inférieur à 40 pendant toute la période de mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020. Ils avaient en outre communiqué à l'ISU des données sur plus de 10 indicateurs clés en décembre 2020. D'autres pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Libéria ont accompli des progrès remarquables dans le domaine du financement national, de la communication des données à l'ISU et de la disponibilité des enseignants formés.

Globalement, en dépit des incitations fournies par les prérequis du modèle de financement, des lacunes persistent en matière de données dans les pays partenaires, d'où la nécessité d'élaborer des stratégies plus efficaces pour renforcer les systèmes de données. Il faut des financements suffisants

pour bâtir des systèmes de données fiables qui contribueront à concevoir et mettre en œuvre des politiques éducatives appropriées permettant de stimuler la transformation du secteur éducatif. Le financement national représentant l'une des sources de fonds les plus importantes de ce secteur, il convient de mettre en œuvre des politiques de meilleure qualité pour des financements nationaux plus importants et de meilleure qualité.

Les évaluations du GPE ont révélé que le financement national est fortement influencé par de nombreux facteurs endogènes complexes (tels que les changements politiques, les crises ou les catastrophes naturelles) qui varient d'un pays à l'autre. Elles montrent aussi que le GPE a contribué à la concertation et au maintien de l'attention sur l'importance du financement national. L'implication du partenariat ne s'est toutefois pas traduite par une amélioration concrète du volume des financements nationaux. Les acteurs de l'éducation au niveau des pays doivent se mobiliser davantage pour veiller à donner une plus grande priorité à l'éducation dans les budgets publics et à utiliser efficacement les ressources afin de garantir à tous les enfants un accès équitable à une éducation de qualité<sup>28</sup>. Compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur le secteur de l'éducation, il s'avère particulièrement important d'accroître le volume, l'efficacité et l'équité des financements nationaux. Le Plan stratégique GPE 2025 vise à actualiser le modèle opérationnel du GPE pour mieux tirer parti de la capacité du partenariat à renforcer les systèmes éducatifs à l'échelle des pays.

---

28. Miningou (2019).

